



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 29 JAN. 2024

**mettant en demeure la société GUSTAVE MULLER de respecter
des prescriptions d'exploitation de ses installations
au 33 rue de Bayonne à Strasbourg**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 08 juillet 2008, portant autorisation d'exploiter des silos de céréales par la société AGRI-CHEM 33 rue de Bayonne à Strasbourg, repris par la société Gustave MULLER ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- VU** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 23 novembre 2023 des installations de la société Gustave MULLER ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté, lors de la visite susvisée du 23 novembre 2023, qu'en contravention à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un registre répertoriant tous les événements précurseurs d'explosion et qu'aucune analyse des causes possibles de ces événements n'est réalisée annuellement ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté, lors de la visite susvisée du 23 novembre 2023, qu'en contravention à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé, le suivi des actions correctives présenté par l'exploitant sous forme d'annotations manuscrites des observations des rapports de vérification des installations électriques ne permet pas, du fait de l'absence de formalisation, de connaître l'état d'avancement des opérations visant au retour à la conformité et qu'aucun organisme n'a produit d'avis sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société Gustave MULLER est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 33 rue de Bayonne à Strasbourg de respecter, dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2004 repris ci-après :

"Arrêté ministériel du 29 mars 2004 :

- Article 5 :

(...) Tout évènement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

- Article 9 :

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.(...)

Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.(...)

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. (...)"

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Gustave MULLER, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de STRASBOURG.

Pour la Préfecture préfectorale
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL